

Ils tiennent tout !

Comment
les **financiers** contrôlent
le gouvernement,
les médias, l'Europe, etc.



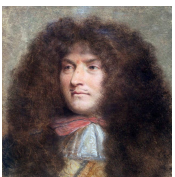
Nous ne paierons pas leurs dettes !

● « Faire des sacrifices » pour « rassurer les marchés ». On se croirait dans la mythologie grecque, mais non, on est bien dans l'Europe du troisième millénaire – et c'est la seule voie que connaissent nos élites pour sortir de la crise.

● Pourtant, dans l'histoire, bien d'autres solutions ont existé... Ne pas payer les créanciers, c'est possible. Et on ne serait pas les premiers : Philippe Le Bel, Louis XIV, Talleyrand, etc., nous ont ouvert la voie !



Déjà, en 1307, le roi de France **Philippe Le Bel** a une lourde ardoise – notamment auprès des Templiers. Avec leurs gigantesques fermes, leurs trésors, eux sont devenus les banquiers de la chrétienté. Que faire, dès lors ? On les arrête, on les juge avec des procès fantaisistes, on les envoie au bûcher. Et les finances publiques sont aussitôt soulagées.



Et Louis XIV ? Il opte, à peu près, pour le même remède : le Roi-Soleil doit énormément à son surintendant, Nicolas Fouquet. Qu'à cela ne tienne : il l'accuse de préparer une rébellion, le condamne à l'exil, l'enferme dans une forteresse, confisque ses biens. Le problème de la dette est largement réglé.

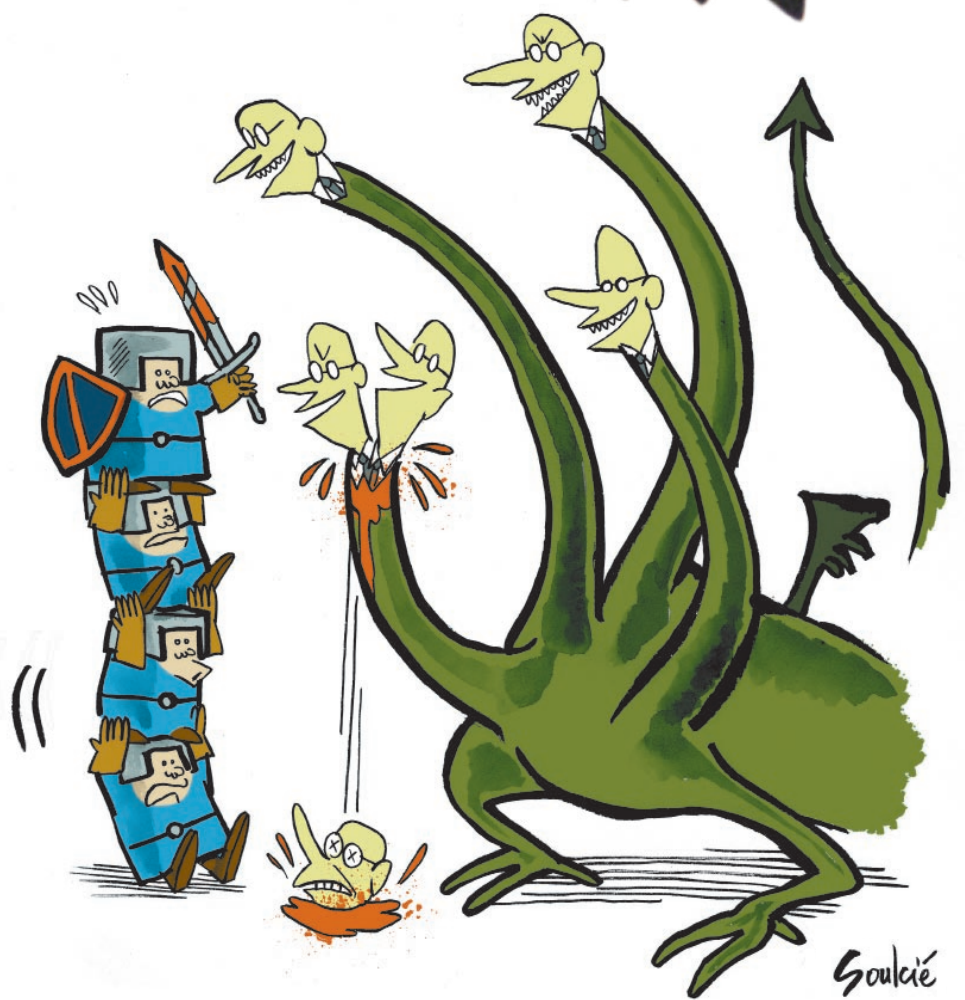
Dans notre histoire, c'est devenu une tradition : « Entre 1500 et 1800, la France a répudié ses dettes en huit occasions, notent Carmen Reinhart et Kenneth Rogoff. Comme les rois de France avaient pris l'habitude de mettre à mort les grands créanciers nationaux (une forme ancienne et radicale de "restructuration de la dette"),

le peuple avait fini par appeler ces épisodes des "saignées". » Ces deux économistes dédramatisent, en un sens, le défaut de paiement : ils en dénombrent « au moins 250 entre 1800 et 2009 ». Et surtout, d'après leurs statistiques, les économies se relèvent assez vite d'un « défaut sur la dette extérieure » : trois ans après la crise, il n'y paraît plus. Le recul du PIB est effacé. Mais pas le recul dans la fortune des créanciers...

C'est la solution qu'a ainsi choisie, plus près de nous, l'Argentine. Début 2002, sous la pression du peuple, le président décide de suspendre le paiement de la dette – et de dévaluer massivement le peso par rapport au dollar. La croissance économique revient alors, et le chômage diminue. Les créanciers perdent plus de 50 % de leurs billes, mais l'Argentine ne s'en porte que mieux !

Annuler la dette ? S'asseoir dessus ?

Cette mesure n'est pas à exclure de notre arsenal. Bien sûr, les détenteurs de capitaux, eux, crient déjà à « l'immoralité », à « l'injustice », au « suicide du système ». Mais les banquiers de BNP-Paribas, de la Société générale ou de HSBC pourront toujours se consoler : comme nous sommes cléments, ils termineront mieux que Fouquet ou les Templiers...



SOURCE :

Carmen Reinhart et Kenneth Rogoff, *Cette fois, c'est différent*, éditions Pearson, Les Temps changent, 2010.

La rigueur, oui mais pour qui ?

La « rigueur » attaque jusqu'au plus vital. Pas seulement le « gel des salaires », le « non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux », mais jusqu'aux estomacs.

L'Europe avait diminué de 75 % ses aides alimentaires aux plus démunis, de 480 millions à 113 millions d'euros – avant d'accorder un « sursis » pour deux ans. Pendant ce temps, mille fois plus, 480 milliards d'euros ont été consacrés, entre 2008 et 2010, à sauver les banques européennes.

Depuis la crise, le Programme alimentaire mondial a été divisé par deux : de six à trois milliards de dollars. Pendant ce temps, la rémunération des banquiers français a bondi de 44,8 % en 2010.

La crise a entraîné, en Europe, une hausse de 35 % du taux de chômage entre 2007 à 2009 – et une hausse également des taux de suicide : + 13 % en Irlande, + 17 % en Grèce. Parmi ces désespérés, pour l'instant, on ne mentionne aucun banquier, aucun trader sautant dans le vide depuis un gratte-ciel.

Qui sommes-nous ?



CE T'CHIO FAKIR (petit, en picard) résume le dossier sur « Ces solutions qui leur font peur », paru dans le (gros) *Fakir* n°53, vendu en kiosques ou sur abonnement (voir p. 4). Basée à Amiens, l'association *Fakir* n'est liée à aucun parti, aucun syndicat, aucune institution. Son journal est entièrement rédigé et illustré par des bénévoles.

POUR DIFFUSER LARGEMENT CE "QUATRE PAGES" (dans les manifs, au bureau, dans les tournois de pétanque, etc.), pour lutter ensemble contre la fatalité ambiante, on s'est joint à Attac – une association d'éducation populaire, dont le but premier est la reconquête des espaces perdus par la démocratie au profit de la finance.

C'EST GRÂCE À SES LECTEURS, grâce à vous bientôt, que *Fakir* vit. Et c'est pour ça qu'à la fin, c'est nous qu'on va gagner !

Les remèdes qui ont marché

1789. La confiscation

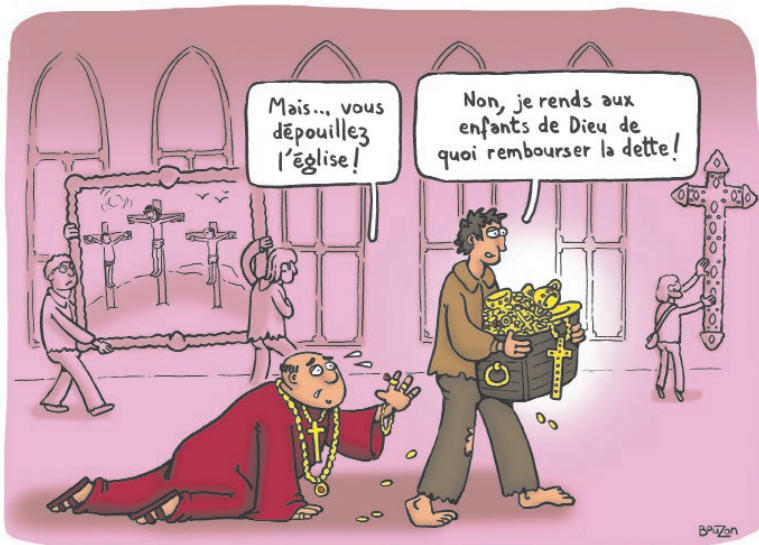
En novembre 1789, les biens du clergé sont confisqués. Une manière efficace de régler la dette.

Qu'est-ce que la Révolution française ? C'est, pour beaucoup, la résolution d'une crise de la dette.

Depuis une décennie, la France se débat dans le surendettement : de 1777 à 1783, le roi a envoyé ses soldats en Amérique, a payé la guerre d'indépendance, a dépensé sans compter pour se venger de son ennemi, l'Angleterre. Le pays en sort vainqueur, mais ruiné : en 1788, plus de la moitié du budget est consacré à payer la dette !

Comment se tirer de ce gouffre ? En réformant la fiscalité : voilà pourquoi le roi convoque les États généraux. Mais la noblesse et le clergé refusent d'abolir leurs privilèges, les « niches » fiscales d'alors – tandis que la bourgeoisie, devenue confiante, puissante, ne se laisse pas tondre comme espéré...

L'idée, radicale, germe alors dans les esprits. Et c'est un évêque, Talleyrand, qui l'évoque le premier au Parlement, en octobre 1789 : « *Le clergé n'est pas un propriétaire à l'instar des autres propriétaires.* » À peine quelques semaines plus tard, le patrimoine de l'Église est confisqué. Et la vente de ces propriétés sortira la France de la tourmente financière, redonnera de l'oxygène monétaire : les



assignats paieront les guerres d'une Révolution qui doit affronter toute l'Europe.

C'était impensable, pourtant, encore un an plus tôt, en novembre 1788. Personne ne songeait, ni en rêve pour les uns, ni en cauchemar pour les autres, à cette solution. Il a suffi de quelques mois pour que ces richesses accumulées paraissent illégitimes, pour qu'il devienne acceptable de les exproprier.

« Si nous sommes dépouillés, vous le serez à votre tour. »

L'abbé Maury

Aujourd'hui, qui pourrions-nous exproprier – et sous quels motifs ? Sont-

elles bien légitimes, au fond, les fortunes accumulées par cette classe d'inspecteurs des Finances,

Pébereau, Minc, Messier, Naouri, qui ont tout privatisé, tout libéralisé, avant de passer au privé et de ramasser la mise ? Sont-ils bien légitimes, les tas d'or amoncelés par les Pdg des sociétés d'autoroute, de télévision, de distribution d'eau, de gaz, d'électricité – qui ne doivent leurs prébendes qu'à leur connivence avec les dirigeants politiques ? C'est un travail que de faire monter cette évidence, et d'imposer, par exemple, une super-taxe sur les patrimoines.

En 1789, l'abbé Maury lançait un avertissement – qui peut devenir une prophétie : « *Messieurs les bourgeois, nos propriétés garantissent les vôtres. Nous sommes attaqués aujourd'hui, mais ne vous y trompez pas, si nous sommes dépouillés, vous le serez à votre tour.* »

Depuis toujours, la planche à billets

« *L'inflation est aussi mortelle qu'un tueur à gages* », tremblait Ronald Reagan.



Depuis l'Antiquité, comment se financent les états ? En « monétisant leur dette », en créant de la monnaie. Mais cette politique, si simple, si classique, qui a cours aux États-Unis, en Angleterre, etc., la Banque centrale européenne (BCE) l'interdit. Elle refuse de prêter directement aux pays, et préfère mettre de l'argent sur les marchés et prêter aux banques (avec un taux d'intérêt de 1 %) pour que les États empruntent

ensuite à ces mêmes banques sur ces marchés, mais bien plus cher (aux alentours de 3,3 % pour la France, 1,91 % pour l'Allemagne, 6,90 % pour l'Italie).

Pourquoi la BCE fait-elle ce cadeau aux « marchés » (le déguisement des banquiers, des riches, des fonds de pension) qui se font du gras sans grand risque ?

Pourquoi refuse-t-elle cette main tendue aux États ? Parce qu'elle redoute un monstre terrible : l'inflation !

« *L'inflation est un voleur violent*, déclarait le – très à droite – président américain Ronald Reagan, *aussi effrayante qu'un cambrioleur armé et aussi mortelle qu'un tueur à gages.* » Et en effet, sans doute, l'inflation est aussi dangereuse qu'un cambrioleur, mais pour qui ? D'abord pour ceux qui ont beaucoup à perdre : c'est « *l'euthanasie des rentiers* », souhaitée par John Maynard Keynes. Les propriétaires voient leurs placements rongés par la hausse des prix – tandis que, dans les années 70, quand les salaires étaient indexés sur les prix, aucun travailleur ne manifestait contre une inflation à deux chiffres...

1948. Le fléchage

La Banque centrale européenne délivre des centaines de milliards aux banques, mais qu'en font-elles ? Ces sommes, nous devons en contrôler l'usage.

« Flécher l'utilisation des fonds » ressemble à un modèle « *de type soviétique* ». C'est le président de la Banque de France, Christian Noyer, qui nous prévient d'avance.

Pourtant, cette solution a déjà eu cours.

Et elle fut imposée par... la Banque de France elle-même ! En 1948, c'est elle qui oblige les banques à détenir « *au moins 25 % de leurs dépôts en bons du Trésor* » – et donc à financer les besoins de l'Etat. Une contrainte abolie en 1967.

Mais en 2008 encore nous vivions, sans le savoir, dans un régime digne de l'URSS. Jusqu'à cette année-là, en effet, tous les fonds du Livret A étaient « *fléchés* » : il s'agissait « *de servir au financement de missions d'intérêt général (logement social, politique de la ville, rénovation des universités et des hôpitaux...)* » Mais Nicolas Sarkozy a modernisé tout ça, sous prétexte d'« *aide aux PME* ».



Ce n'est pas révolutionnaire, certes. Mais justement, c'est le minimum à exiger. À obtenir aujourd'hui : que les fonds accordés par la Banque centrale européenne soient fléchés. Contrôlés. Car, qu'on comprenne bien cette solution hallucinante : « *les banques peuvent obtenir autant de liquidités qu'elles en demandent* », annonçait Jean-Claude Trichet. C'était son « *cadeau de départ* », dixit *Les Échos* (6/10/11). Elles ont ainsi emporté 400 milliards en deux ans...

« Flécher l'utilisation des fonds » ressemble à un modèle « *de type soviétique* ».

Christian Noyer, gouverneur de la banque de France

Mais en échange de ces « *cadeaux* », on ne leur demande rien ! Elles peuvent consacrer ces sommes gigantesques à quoi bon leur semble : à la spéculation, à une nouvelle bulle, à une hausse des dividendes, à des produits compliqués, et peut-être un peu, à la fin, à l'économie réelle.

Alors, que des experts se déplacent au siège de HSBC, de la Commerzbank, de BNP-Paribas, et contrôlent leurs comptes : que faites-vous de ces milliards ? Que des ordres soient adressés à leurs PDG : « *Financez ce "plan crèches" plutôt que des subprimes !* »

Et que, s'ils se plaignent, on les menace. Très simplement : en fermant le robinet à liquidités.

Les financiers tiennent tout

Pourquoi ces solutions – l'inflation, la dévaluation, etc. – sont-elles interdites ? Et même interdites de débat ? Il suffit de se poser une autre question : qui, dans les médias, mène le débat sur la Finance ? Les financiers. Qui pond les rapports sur la Finance ? Les financiers. Qui, sur la Finance, conseille la Commission, les ministères, les candidats ? Les financiers.

La Commission Qui guide l'Europe ?



Face à la crise, le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, a nommé un « groupe de haut niveau sur la supervision financière », bien sûr composé d' « experts indépendants ». Qui préside ce « high-level group » ?

Jacques de Larosière.

Ancien directeur du FMI, il co-préside aujourd'hui Eurofi. Un « think tank opérationnel », indique le site de l'association – qui a pour membres Axa, BNP-Paribas, Citigroup, Goldman Sachs, JP Morgan Chase, etc., plus des partenaires comme Fortis, Natexis, Dexia. Bref, pour revoir la finance internationale, on a choisi un lobbyiste... de la finance internationale !

Et il s'est choisi des collègues qui lui ressemblent.

Dans son comité, figure Rainer Masera : une ancienne directrice générale de Lehman Brothers, la banque d'où est partie la débâcle...

Qu'on ajoute Otmar Issing (de Goldman Sachs), Onno Ruding (de Citigroup), et l'on devine que la spéculation tremble déjà. Comme si l'on demandait aux chefs des gangsters : « Quelle réforme de la police souhaitez-vous ? »

Ce rapport allait guider l'Europe entière à travers la crise : « Les grandes réformes récentes en sont issues », notent les Échos (3/10/11). Cette feuille de route fut donc rédigée par les dirigeants de la Finance eux-mêmes. Bravo !

Médias Qui est invité partout ?

Qui, pendant le G20, est invité du « 7/9 » de France Inter « pour débattre de la Grèce » ? « Jean-Hervé Lorenzi, le président du Cercle des économistes » (3/11/11). Et qui, au lendemain du G20 à Cannes, en « tire les leçons » dans « Le téléphone sonne » de France Inter ? « Jean-Hervé Lorenzi, le président du Cercle des économistes » (7/11/11). Ce titre, respectable, est sans cesse décliné. Nos journalistes pourraient pourtant en mentionner bien d'autres : « Président du Conseil de Surveillance de la Société Edmond de Rothschild Private Equity Partners, membre du Conseil de Surveillance de la Compagnie Financière Saint-Honoré, membre

d'Eramet (groupe minier et métallurgique), etc. » Mais les médias oublient toujours ces petites occupations...

Et qui regroupe ce « Cercle des économistes » ? Le nom, bien choisi, sonne officiel. Comme si y étaient sélectionnés les meilleurs. Comme s'il s'agissait d'un organe universitaire. Dans cette association philanthropique, se retrouvent Patrick Arthus (de chez Natixis, administrateur de Total – contre 50 000 € l'an), Jean-Paul Betbèze (du Crédit agricole), Laurence Boone (de Merrill Lynch), Anton Brender (de Dexia), Christian de Boissieu (de la banque Neufilze OBC, Crédit agricole, Ernst & Young), etc.



Le « Cercle » offre ainsi une façade présentable à ces amis des financiers. Qui, dans les médias, dans les colloques, ne mettent guère en cause les banques. Et n'évoquent jamais le non-paiement des dettes comme une solution...

Le gouvernement Qui pilote la France ?



À l'automne 2008, Lehman Brothers s'écroule, en Europe Dexia vacille... Qui, dans son bureau de Bercy, dans sa « cellule de crise », la ministre Christine Lagarde écoute-t-elle ? Michel Pébèreau, le patron de BNP Paribas – venu « faire la leçon aux plus hauts fonctionnaires de l'administration française ».

À Washington, à la veille d'une réunion internationale supposée « réformer la Finance », qui reçoit la ministre

de l'Économie ? Les responsables d'Attac ? Les prix Nobel d'économie Amartya Sen ou Joseph Stiglitz ? Des économistes qui réclament davantage de « régulation » ? Non, toujours Michel Pébèreau, le dirigeant de la plus grosse banque d'Europe. Qui dispose de 189 filiales dans des paradis fiscaux. Qui provisionne un milliard d'euros pour ses traders. Qui est la plus exposée à aux dettes souveraines. Sous ces auspices, la « réforme » était bien engagée...

« En ces temps difficiles où chacun cherche un peu de sagesse, explique Stéphane Richard, l'ex-dir'cab de Lagarde, on se tourne naturellement vers lui » (Le Point, 14/1/10).

Et que conseille la voix de la sagesse – qui parle à travers Pébèreau ? Que l'État sauve les banques, mais sans droit de vote aux conseils d'administration. Que, sinon, une fois cet argent prêté, l'État laisse faire le marché...

Avec pareille éminence grise, de sommets européens en G8 et G20, c'est une parole rebelle qu'a portée la France, semant le trouble parmi les puissances de l'Argent...

La BCE Qui délivre la monnaie ?



Le nouveau président de la Banque centrale européenne (BCE), Mario Draghi, exerçait comme vice-président de la branche européenne de Goldman Sachs – la banque d'affaires qui a maquillé

les comptes de la Grèce... Otmar Issing, le grand théoricien de l'euro, « chief economist » de la BCE de 1998 à 2006, a fait le chemin inverse : il est passé conseiller international de Goldman Sachs. Axel Weber, ancien président de la Bundesbank, représentait l'Allemagne à la BCE : aussitôt quitté ces fonctions, plutôt que de retourner à l'Université, il a préféré prendre la tête de la banque suisse USB – contre 1,7 millions d'euros et autres stock-options. La monnaie sera donc gérée en toute « indépendance »...

Matignon Qui inspire Fillon ?



dirige son propre hedge fund), Olivier Garnier (Société générale), Mathilde Lemoine (HSBC-France).

Les incontournables membres du « Cercle des économistes » occupent le Conseil d'analyse économique. Christian de Boissieu (banque Neufilze OBC), Jean-Hervé Lorenzi (Rotschild), Patrick Arthus (Natixis), Jean-Paul Betbèze (Crédit agricole). Et pour apporter un peu de diversité : Daniel Cohen (banque Lazard), Augustin Landier (qui

L'opposition Qui conseille Hollande ?



Quand « François Hollande réunit ses économistes » (Le Monde, 9/11/11), on trouve, dans son entourage, Emmanuel Macron (de la banque Rothschild), Jean-Hervé Lorenzi (également de la banque Rothschild), Stéphane Boujnah (de la banque Santander), Karine Berger (de la société d'assurance Euler-Hermès)...

« Si la population comprenait le système bancaire,
je crois qu'il y aurait une révolution avant demain matin. »

HENRI FORD, INDUSTRIEL AMÉRICAIN

« ON RESTE TROP RÉVÉRENCIEUX À L'ÉGARD DE L'INDUSTRIE.[...] CE QUE LES FINANCIERS FONT RELÈVE, SANS QU'ILS LE SACHENT, DU CRIME CONTRE L'HUMANITÉ. »

« Permettez-moi d'émettre
et de contrôler les ressources d'un pays
et je me moque de celui qui écrit ses lois. »

EDMOND DE ROTHSCHILD, BANQUIER

« La guerre des classes existe,
mais c'est la mienne, celle des riches,
et nous sommes en train de la gagner. »

WARREN BUFFET, HOMME D'AFFAIRES



Contre la dette, que faire ?

Annulation, inflation, confiscation, etc., on a passé en revue une poignée de « solutions » (voir p.2 et 3) – qui ont existé et existent toujours. On en a négligé d'autres : les impôts (sur le revenu, sur les sociétés, sur l'héritage), la nationalisation du crédit, la dévaluation, etc.

Mais c'est que, au fond, là n'est pas l'essentiel : le problème, aujourd'hui, ne réside pas dans la technique financière. La vraie question est ailleurs : quelles forces sociales sont assez solides pour s'opposer aux banquiers, à leurs médias, à leurs économistes de garde ?

Que faire ?

Par où commencer ?

1. Dans les têtes

C'est la première bataille à mener : celle des idées. En diffusant cette contre-information, et d'autres, parmi nos amis, nos collègues, nos copains. En rejoignant les comités locaux pour un audit citoyen de la dette (cf. le site www.audit-citoyen.org). Pour que, dans les têtes, ne règne pas le fatalisme du « il-n'y-a-pas-d'alternative-à-la-rigueur ». Pour lever

**Quelles forces sociales sont
assez solides pour s'opposer aux
banquiers, à leurs médias, à leurs
économistes de garde ?**

la chape de plomb de la résignation. Pour rouvrir le champ des possibles économiques. Pour rendre le pouvoir à l'imagination politique.

2. Dans les rues

Pas besoin d'être prophète : les plans d'austérité vont se traduire, très bientôt, par une batterie de mesures anti-populaires – sur les retraites, le Smic, etc. Des cortèges de manifestants vont de nouveau parcourir nos rues. Qu'on fasse qu'ils soient nombreux, qu'ils soient combatifs, qu'ils soient portés par la colère – mais aussi par une espérance : d'autres voies sont possibles, il faut les imposer.

Comme l'ont démontré les citoyens islandais qui, devant leur Parlement, ont refusé les classiques « réformes structurelles » pour leur préférer un cocktail de défaut, de dévaluation et d'inflation. Le taux de chômage, en Islande, est retombé aux alentours de 7 %. Contre plus du double en Irlande – qui ne se révolte pas, elle, et qui applique les médecines (dures aux peuples et douces aux marchés)

de la Commission européenne et du Fonds monétaire international, et qui paie la dette faramineuse laissée par ses banques en faillite. Alors, que préférons-nous ? L'Islande ou l'Irlande ?

3. Dans les urnes

De bons scores à une élection, voire une victoire, ne suffisent jamais. Ils participent néanmoins du rapport de forces dans le pays. Alors, avant de glisser son bulletin dans l'urne, cette question doit nous tarauder : que disent les candidats sur la dette ? Veulent-ils rassurer les marchés ou contrer les puissances de l'argent ?

Notre obstacle, aujourd'hui, se situe là : pas dans la mécanique monétaire – mais dans la fragilité de nos forces, dans notre désorganisation, dans nos volontés languissantes. Alors, citoyens, occupons les esprits, les rues, les places, les urnes !

**Le journal Fakir n'existe que grâce à vous.
Sans vous, on est rien. Avec vous, on peut beaucoup.
Et c'est pour ça qu'à la fin, c'est nous qu'on va gagner !**

Pour commander ce quatre pages ou pour vous abonner au journal :

■ Je commande ce 4 pages pour le diffuser partout,
(dans mon entreprise, mon syndicat, mon voisinage,
dans les manifs, etc.) faire des débats, faire connaître
le vrai journal, etc.

10 exemplaires : 6 €
50 exemplaires : 12 €
100 exemplaires : 15 €
500 exemplaires : 50 €
1000 exemplaires : 80 €

Journal Fakir
9, rue de la Hotoie
80000 Amiens

■ Je m'abonne à cette fleur de la pensée qu'est Fakir
(pour 10 numéros soit près de 2 ans) **Le vrai journal !**

Abonnement simple :
■ France/DOM-TOM.....25€
■ Etranger.....35€
■ Abonnement soutien40€
■ Abonnement militant60€

Vos coordonnées :

Mme/M. _____
Adresse _____
Ville _____ CP _____
Email _____ Tél _____

Envoyer un chèque à l'ordre de Fakir, 9 rue de la Hotoie 80000 Amiens
Pour nous contacter : 03 60 10 60 15 ou contact@fakirpresse.info

Directeur de publication : Fabian Lemaire. Siège social : 30, rue des Archers 80000 Amiens. Dépôt légal : à parution.
1er tirage : 40 000 exemplaires. Prix : 0,50 euros. ISSN : 1214G79740. Imprimerie : IPS à Fouilly (80)



Attac (Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne) est une association indépendante des partis et des syndicats, fondée en 1998 pour « désarmer les marchés » avec des mesures considérées à l'époque comme « farfelues », telle la taxe Tobin, aujourd'hui

prônée par tous (sans être encore appliquée nulle part...). Les crises et débats financiers montrent qu'il est plus que jamais nécessaire de mettre au pas la finance et de réinventer la démocratie. Et qu'aucun changement n'est possible... sans un rapport de force pour l'imposer !

Pour cela, Attac se mobilise en France, dans de nombreuses villes (avec 10 000 adhérents dans plus de 150 comités locaux), mais aussi en Europe et dans le monde (via le réseau international d'Attac dans 34 pays).

**Rejoignez notre lutte en adhérant – sur le site www.france.attac.org
ou en envoyant un chèque (de 21 euros minimum) à
Attac, Service adhésions, 60732 Sainte-Geneviève Cedex.
Coordonnées postales : 21^{er}, rue Voltaire 75011 Paris.
Tél. 01 56 06 43 60. E-mail : attacfr@attac.org**